Silence dans les rangs sur le Yémen !

TROIS JOURNALISTES, appartenant pour deux d'entre eux au média d'investigation Disclose et pour l'autre à Radio France, sont convoqués par la Direction générale de la sécurité intérieure le 14 mai. Et ce sur plainte du ministère des Armées pour « compromission du secret de la Défense nationale ».

Leur crime ? Avoir révélé, le 15 avril, une note fouillée de 15 pages, rédigée par la DGSE le 25 septembre dernier, qui recense l'usage d'armements vendus par la France et utilisés contre des civils au Yémen : 48 canons Caesar déployés à la frontière par les Saoudiens et tenant sous leur feu quelque 436 000 Yéménites ; 70 chars Leclerc émiratis engagés dans la bataille d'Al-Hodeïda.

Du côté aérien, cette note relève l'utilisation de Mirage 2000-9 émiratis ou l'équipement d'avions de combat par le système de guidage laser français Pod Damoclès, sachant que les bombardements sur des hôpitaux, des écoles, des marchés, des bus yéménites ont fait des centaines de morts civils, recensés par l'ONU…

L'un des trois journalistes convoqués le 14 mai, le cofondateur de Disclose, Geoffrey Livolsi, a annoncé qu'ils garderaient tous trois le silence face à **« cette méthode qui a pour objectif de connaître nos sources »**. Et d'expliquer : **« Nous voulions, en mettant sur la place publique ce document, permettre aux ONG et à la représentation nationale de se saisir de ces informations. »** D'autant que la France a signé en 2014 le traité sur le commerce des armes, qui interdit les exportations de matériel de guerre vers des pays susceptibles de commettre des crimes de guerre.

Or, à l'Assemblée, le député ex-LRM Sébastien Nadot mène un combat solitaire depuis plus d'un an pour que soit créée une commission d'enquête. Tandis que, au rayon des ONG, l'association Aser a attaqué le gouvernement au tribunal administratif pour violation du traité en question et se réserve désormais le droit de l'assigner en urgence…

Pendant ce temps, aux Etats-Unis, la Chambre des représentants a osé voter la suspension du soutien militaire à l'Arabie saoudite et aux Emirats dans leur guerre au Yémen, obligeant Trump, furax, à dégainer son veto. Mais, au Palais-Bourbon, les godillots de Macron, eux, ne mouftent pas…

D. F.